

COMPTES PUBLICS

1998-1999

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1999

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1998/99,1
Ex. 01
QMDF

Québec 

H-
9901
29
Q3
C738
1998/99, 1
21 61
QMDf

COMPTES PUBLICS

1998-1999

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1999



Québec 
Ministère des
Finances

Ma 2000-03-31



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-35239-4

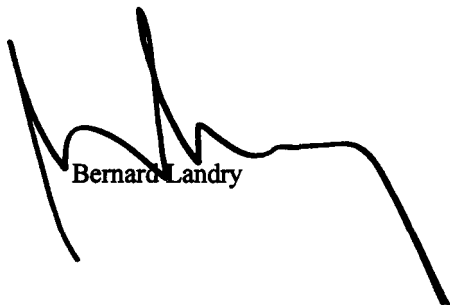
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur du Québec
L'honorable Lise Thibault
Hôtel du Gouvernement
Québec

Madame,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Le Vice-Premier ministre et ministre
d'État à l'Économie et aux Finances,



Bernard Landry

Québec, Mars 2000

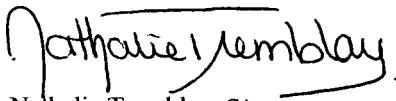
Au Vice-Premier ministre et ministre
d'État à l'Économie et aux Finances
Monsieur Bernard Landry
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Vice-Premier ministre et ministre
d'État à l'Économie et aux Finances,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1999, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des Finances,


Nathalie Tremblay, CA

Québec, Mars 2000

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	IX
---------------------------	-----------

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Sommaire consolidé des résultats de fonctionnement.....	XIII
Revenus consolidés	XV
Dépenses consolidées	XVI
Situation financière consolidée.....	XVIII
Rapport de l'impact sur les résultats financiers du Gouvernement des modifications aux conventions comptables relativement à celles en vigueur pour l'année financière 1996-1997	XIX
Conciliation des revenus, des dépenses et du surplus (déficit)	XX
Statistiques financières	XXI

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Déclaration de responsabilité	3
Rapport du Vérificateur général	4
État consolidé des résultats de fonctionnement	7
État consolidé de la variation de la dette nette	8
État consolidé de la situation financière	9
État consolidé des surplus (besoins) financiers et de financement	10
État consolidé des immobilisations.....	12
Notes complémentaires aux états financiers	13
Annexes	

1 Ministères et organismes du Gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu et incluses dans le périmètre comptable du Gouvernement.....	27
2 Organismes et fonds spéciaux qui ont leur propre entité comptable inclus dans le périmètre comptable du Gouvernement	29
3 Entreprises incluses dans le périmètre comptable du Gouvernement.....	31
4 Organismes et fonds spéciaux exerçant des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du Gouvernement	32
5 Détail des revenus.....	33
6 Détail des dépenses.....	34
7 Découvert bancaire	35
8 Crédoeurs et frais à payer	36
9 Emprunts.....	38

10	Emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement	42
11	Emprunts pour financer des travaux d'organismes municipaux	43
12	Placements temporaires	44
13	Débiteurs.....	45
14	Participation dans les entreprises du Gouvernement.....	46
15	Placements à long terme	51
16	Autres comptes	52
17	Engagements et éventualités	53
18	Sommaire des opérations de nature fiduciaire exercées par des organismes et fonds du Gouvernement	56

AVANT-PROPOS

Le ministère des Finances publie annuellement des documents concernant l'état des finances du Gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du *Discours sur le budget 1998-1999* du 31 mars 1998, une *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin des trimestres de juin et septembre 1998.

Les Comptes publics 1998-1999 complètent les informations relatives aux résultats réels de l'année 1998-1999 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1999-2000.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 1999 ont été préparés au ministère des Finances selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) et en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en deux volumes intitulés: «*États financiers consolidés du gouvernement du Québec*» et «*Revenus, crédits et dépenses du Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec*».

VOLUME 1 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Volume 1 présente des données sommaires sur les opérations financières consolidées, rapport de l'impact sur les résultats financiers du Gouvernement des modifications comptables relativement à celles en vigueur pour l'année financière 1996-1997 ainsi que les états financiers consolidés du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1999 accompagnés du rapport du Vérificateur général.

VOLUME 2 – REVENUS, CRÉDITS ET DÉPENSES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Volume 2 publié en trois sections rend compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu à ce titre par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et autres portefeuilles ainsi que l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne.

SOMMAIRE
DES OPÉRATIONS
FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

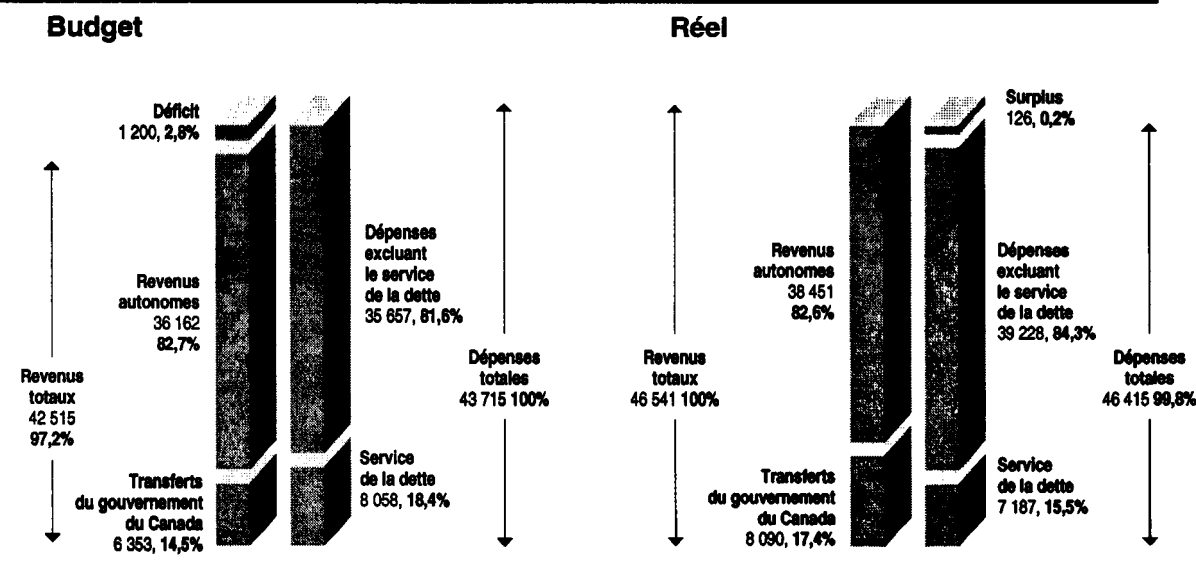
SOMMAIRE CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	1999		1998 ⁽¹⁾
	Budget*	Résultats réels	Résultats réels
Revenus autonomes	36 162	38 451	35 684
Transferts du gouvernement du Canada	6 353	8 090	5 989
Total des revenus	42 515	46 541	41 673
Dépenses (excluant le service de la dette)	35 657	39 228	36 487
Service de la dette	8 058	7 187	7 343
Total des dépenses	43 715	46 415	43 830
Surplus (déficit)	(1 200)	126	(2 157)

* Les données sont établies à partir des prévisions de revenus annoncées au Discours sur le budget 1998-1999 du 31 mars 1998 et des prévisions de dépenses présentées au Livre des crédits 1998-1999 ajustées des mesures annoncées dans le Discours sur le budget 1998-1999.

⁽¹⁾ Certains chiffres de 1998 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999 et ont été redressés à la baisse de 35 millions de dollars, suite aux modifications à la comptabilisation des contrats de change à terme (25 millions de dollars) et des immobilisations (10 millions de dollars).

1999



Les résultats des opérations financières du Gouvernement pour l'année financière terminée le 31 mars 1999 indiquent que l'engagement du Gouvernement d'éliminer le déficit aura été réalisé en 1998-1999, soit un an plus tôt que l'échéancier prévu à la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-4.01). Il s'agit d'une réduction de 1 326 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1998-1999 du 31 mars 1998.

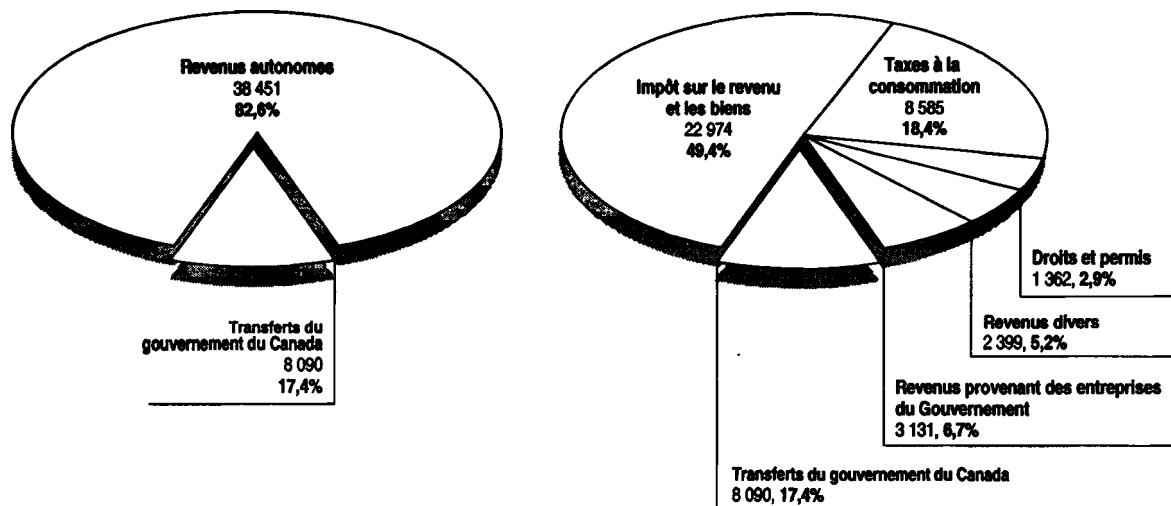
SOMMAIRE CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT (suite)

L'augmentation des revenus autonomes et des transferts du gouvernement du Canada a permis de dégager des excédents par rapport aux prévisions du Discours sur le budget 1998-1999 et d'éliminer le déficit budgétaire dès 1998-1999. Cela a permis également d'investir des sommes additionnelles afin de procéder à une restructuration financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, à améliorer la situation financière des universités et à susciter la création d'emplois et l'innovation en valorisant la recherche, la science et la technologie.

REVENUS CONSOLIDÉS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

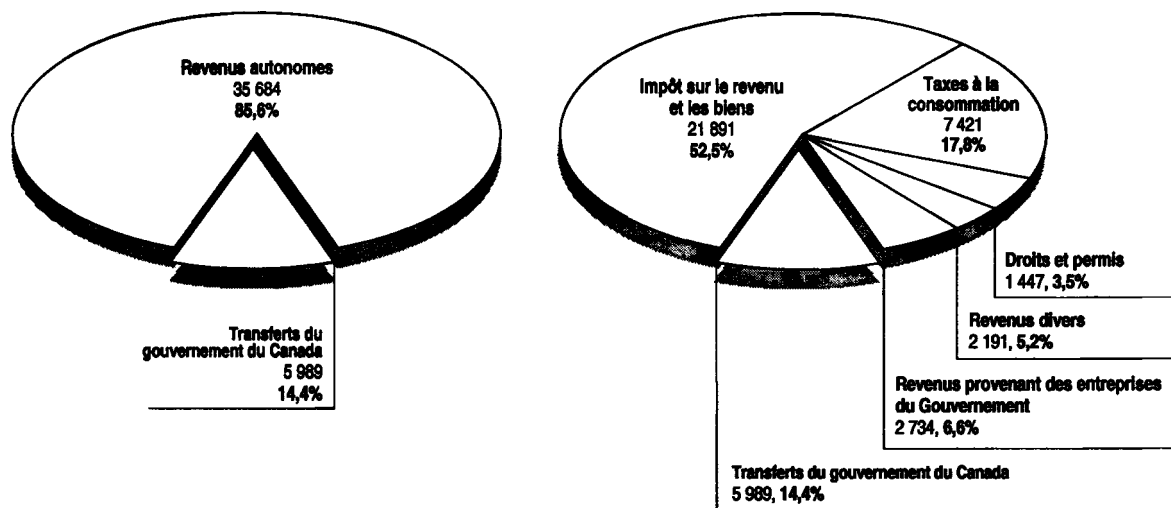
1999

Revenus totaux: 46 541



1998 ⁽¹⁾

Revenus totaux: 41 673

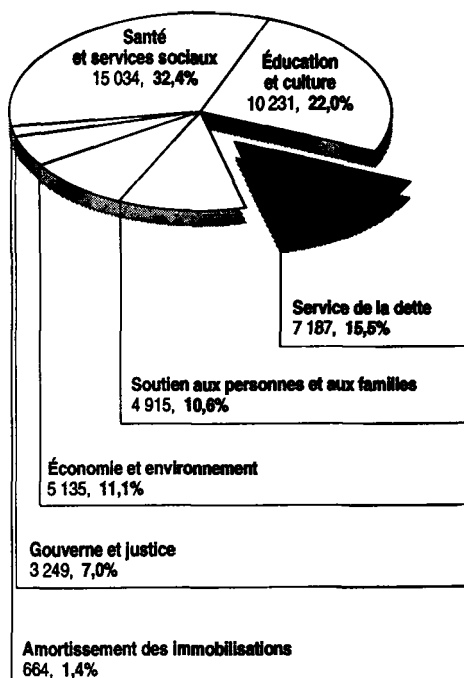


⁽¹⁾ Certains chiffres de 1998 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999.

DÉPENSES CONSOLIDÉES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

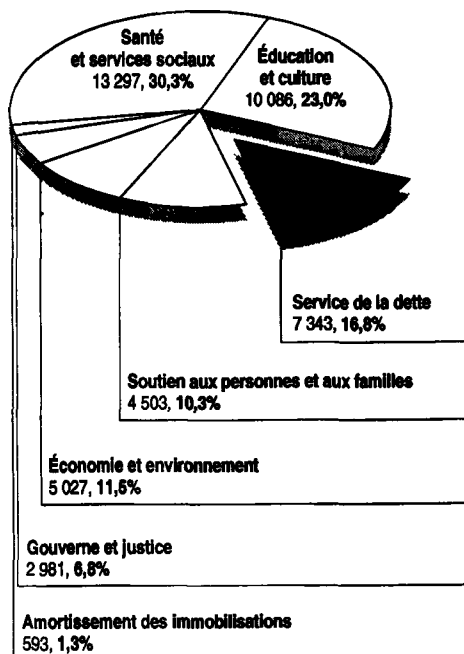
1999

Dépenses totales: 46 415
Par missions



1998 ⁽¹⁾

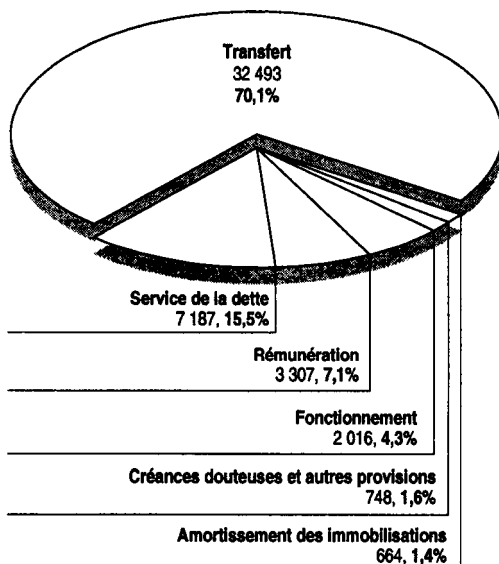
Dépenses totales: 43 830
Par missions



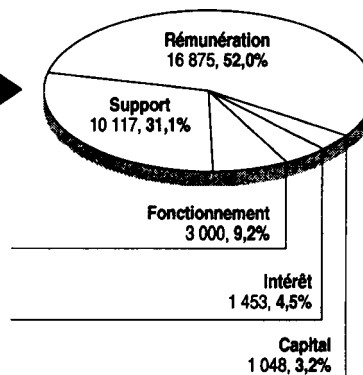
⁽¹⁾ Certains chiffres de 1998 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999 et ont été redressés à la baisse de 35 millions de dollars, suite aux modifications à la comptabilisation des contrats de change à terme (25 millions de dollars) et des immobilisations (10 millions de dollars).

1999

Par supercatégories et catégories

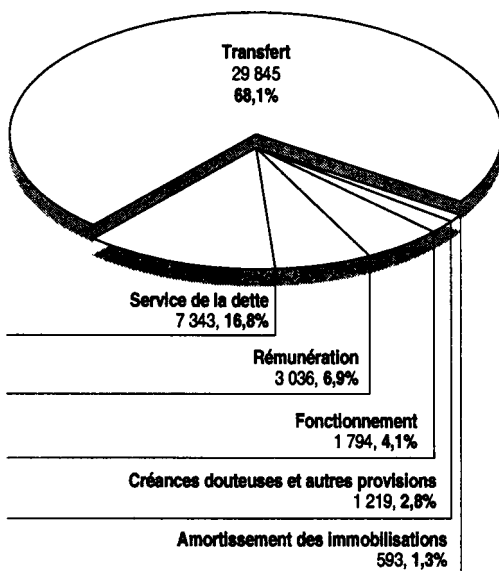


Transfert: 32 493

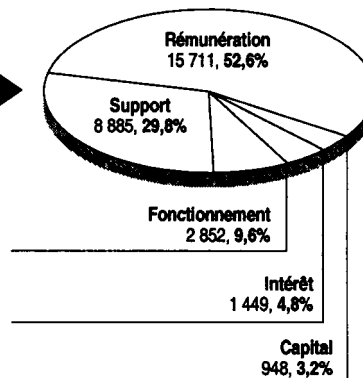


1998 ⁽¹⁾

Par supercatégories et catégories



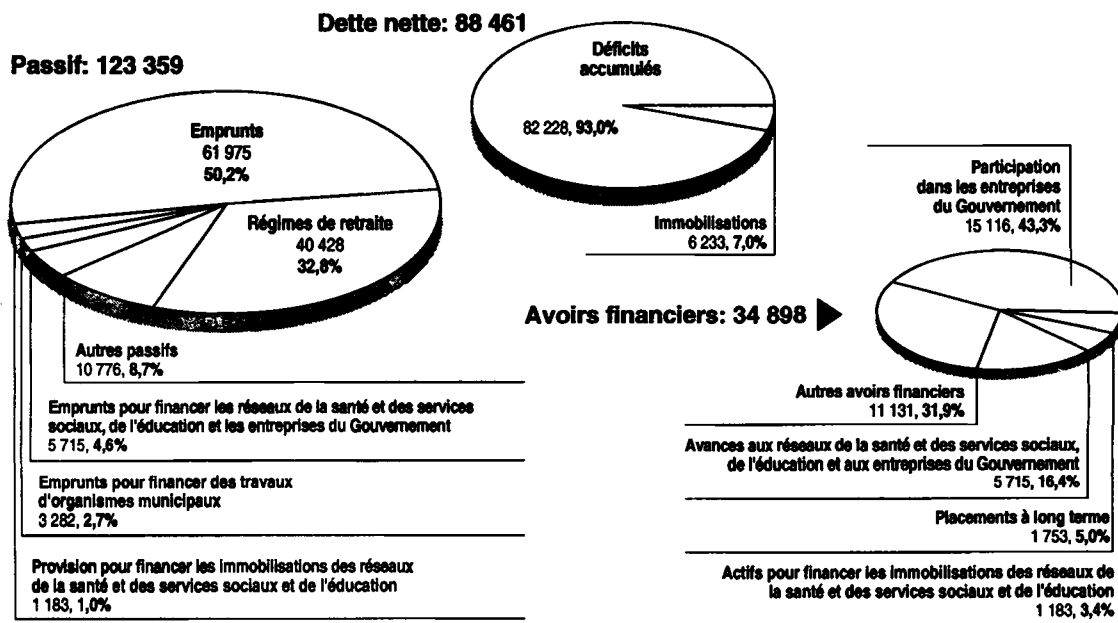
Transfert: 29 845



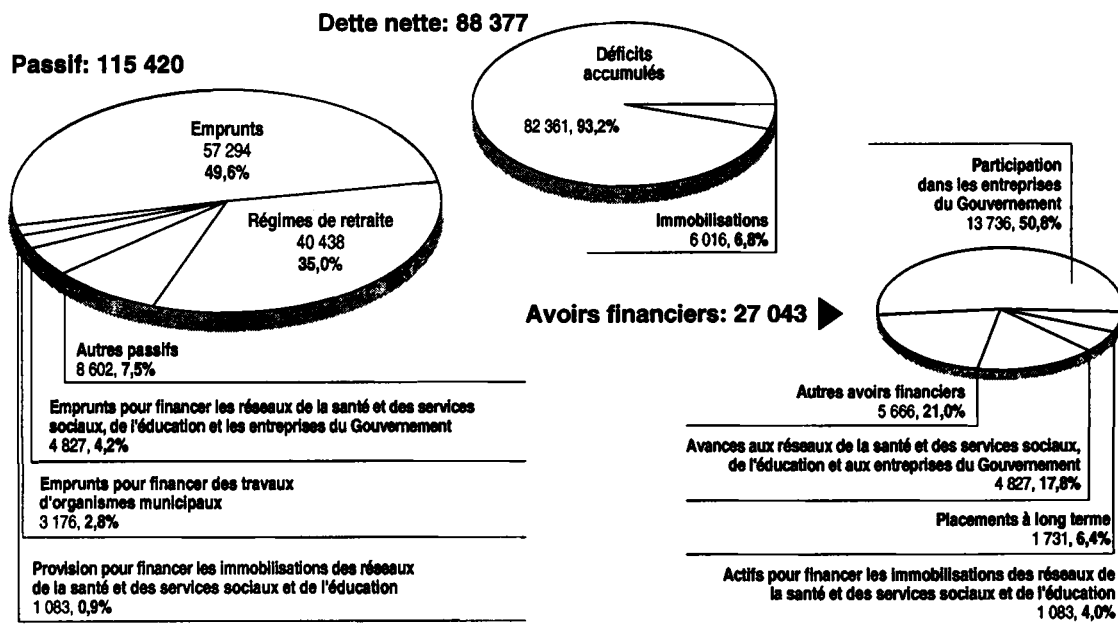
⁽¹⁾ Certains chiffres de 1998 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999 et ont été redressés à la baisse de 35 millions de dollars, suite aux modifications à la comptabilisation des contrats de change à terme (25 millions de dollars) et des immobilisations (10 millions de dollars).

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

1999



1998 ⁽¹⁾



⁽¹⁾ Certains chiffres de 1998 ont été redressés, suite aux modifications à la comptabilisation des contrats de change à terme et des immobilisations.

**RAPPORT DE L'IMPACT SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DES
MODIFICATIONS AUX CONVENTIONS COMPTABLES RELATIVEMENT À CELLES EN VIGUEUR
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1996-1997**

À l'Assemblée nationale,

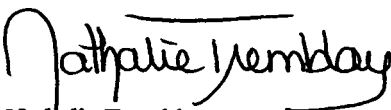
Le ministre des Finances doit faire rapport annuellement à l'Assemblée nationale de l'impact, sur les résultats financiers du Gouvernement, des modifications aux conventions comptables relativement à celles en vigueur pour l'année financière 1996-1997, conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-4.01).

L'impact sur les résultats financiers du Gouvernement des différentes modifications aux conventions comptables a eu pour effet d'augmenter (diminuer) le surplus de la façon suivante:

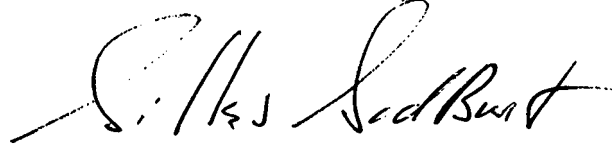
	<u>(en millions de dollars)</u>
a) La comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite ⁽¹⁾	(165)
b) La consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement	583
c) La modification à la méthode de comptabilisation des emprunts	118
d) La comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public	73
e) La comptabilisation des immobilisations	(303)

⁽¹⁾ Excluant l'effet de la nouvelle évaluation actuarielle produite en décembre 1998 qui a augmenté le surplus de 772 millions de dollars.

Le contrôleur des Finances,


Nathalie Tremblay, CA

Le sous-ministre des Finances,


Gilles Godbout

Québec, le 17 décembre 1999

CONCILIATION DES REVENUS, DES DÉPENSES ET DU SURPLUS (DÉFICIT)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
REVENUS		(redressé)
Fonds consolidé du revenu excluant les entreprises du Gouvernement	41 471	37 229
Entreprises du Gouvernement	3 131	2 734
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement	<u>10 228</u>	<u>8 924</u>
	<u>54 830</u>	<u>48 887</u>
DÉPENSES		
Fonds consolidé du revenu	44 433	42 158
Organismes et fonds spéciaux du Gouvernement	<u>10 271</u>	<u>8 886</u>
	<u>54 704</u>	<u>51 044</u>
ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS INTERENTITÉS		
Revenus	(8 289)	(7 214)
Dépenses	<u>(8 289)</u>	<u>(7 214)</u>
	<u> </u>	<u> </u>
SURPLUS (DÉFICIT)	<u><u>126</u></u>	<u><u>(2 157)</u></u>

STATISTIQUES FINANCIÈRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Exercice financier	Revenus*	Dépenses*	(Déficit) ou surplus	Dette nette ⁽¹⁾
1998-1999	46 541	46 415	126	88 461 ⁽¹⁸⁾
1997-1998	41 673	43 830	(2 157)	88 377 ⁽¹⁷⁾
1996-1997	37 788	41 000	(3 212)	64 833 ⁽¹⁶⁾
1995-1996	38 682	42 629	(3 947)	61 628
1994-1995	36 863	42 684	(5 821)	57 677 ⁽¹⁵⁾
1993-1994	36 487	41 410	(4 923)	51 837
1992-1993	35 843	40 873	(5 030)	46 914 ⁽¹⁴⁾
1991-1992	34 881	39 182	(4 301)	41 885 ⁽¹³⁾
1990-1991	33 422	36 397	(2 975)	37 558
1989-1990	31 370	33 134	(1 764)	34 583
1988-1989	29 997	31 701	(1 704)	32 819
1987-1988	28 328	30 724	(2 396)	31 115 ⁽¹²⁾
1986-1987	25 582	28 554	(2 972)	28 716 ⁽¹¹⁾
1985-1986	24 177	27 650	(3 473)	25 735 ⁽¹⁰⁾
1984-1985	22 294	26 167	(3 873)	21 455 ⁽⁹⁾
1983-1984	21 852	24 016	(2 164)	17 298 ⁽⁸⁾
1982-1983	19 772	22 235	(2 463)	15 038 ⁽⁷⁾
1981-1982	17 893	20 514	(2 621)	12 569 ⁽⁶⁾
1980-1981	14 621	18 102	(3 481)	14 326 ⁽⁵⁾
1979-1980	13 187	15 587	(2 400)	10 836 ⁽⁴⁾
1978-1979	11 767	13 265	(1 498)	8 460 ⁽³⁾
1977-1978	11 066	11 770	(704)	7 058 ⁽²⁾
1976-1977	9 624	10 800	(1 176)	6 353 ⁽¹⁾
1975-1976	8 310	9 261	(951)	5 044
1974-1975	7 218	7 660	(442)	4 058
1973-1974	5 732	6 391	(659)	3 651
1972-1973	5 005	5 352	(347)	2 992
1971-1972	4 477	4 832	(355)	2 643
1970-1971	3 842	3 987	(145)	2 290 ⁽¹⁾
1965-1966	1 736	1 999	(263)	1 398
1960-1961	751	855	(104)	374
1955-1956	462	442	(20)	245

* Certains chiffres de 1997-1998 ont été reclassés et redressés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998-1999. Les chiffres comparatifs de l'année financière 1996-1997 et des années antérieures, portant sur le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé, ont été redressés pour tenir compte de la modification à la comptabilisation des contrats de change à terme et reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998-1999.

(voir notes à la page suivante)

STATISTIQUES FINANCIÈRES (SUITE)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

(M\$ = millions de dollars)

- (1) La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers présentés à l'état de la situation financière.
- (2) À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la dette nette a été augmentée de 8 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des années financières antérieures à 1970-1971.
- (2a) À la suite de l'application rétroactive de la comptabilisation des congés de maladie et de vacances, la dette nette a été augmentée de 65 M\$ pour l'effet qu'elle représente sur les surplus ou déficits des exercices antérieurs à 1970-1971.
- (3) Le 1^{er} avril 1976, la dette nette a été augmentée de 133 M\$ dont 31 M\$ pour tenir compte de l'inscription des placements en actions dans les organismes et entreprises du Gouvernement selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et de 102 M\$ pour la comptabilisation en équivalent canadien des emprunts en monnaies étrangères.
- (4) Incluant les régularisations effectuées par les organismes et entreprises du gouvernement du Québec à leurs états financiers de 1 M\$ en 1977-1978, 1 M\$ en 1978-1979, -24 M\$ en 1979-1980, 9 M\$ en 1980-1981, -4 M\$ en 1981-1982, 6 M\$ en 1982-1983, 37 M\$ en 1983-1984, 398 M\$ en 1984-1985, 168 M\$ en 1985-1986, 4 M\$ en 1986-1987 et 4 M\$ en 1987-1988.
- (5) Au 1^{er} avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97 M\$ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, aux fins de comparaison de 1945-1946 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.
- (6) Y compris une réduction de 4 374 M\$ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.
- (7) Au 1^{er} avril 1983, la dette nette a été augmentée de 59 M\$ suite à l'annulation des avances, débiteurs et intérêts courus à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.
- (8) Au cours de l'exercice 1984-1985, la dette nette a été diminuée de 528 M\$ pour tenir compte de 80 M\$ d'actions de la Société immobilière du Québec remises au ministre des Finances et des avances de 448 M\$ consenties à cette dernière lors de la cession de biens à cette Société.
- (9) Incluant une augmentation de 1 078 M\$ pour la variation de change non amortie sur les emprunts en devises étrangères dont 414 M\$ portés à la dette nette en 1984-1985 et 664 M\$ en 1985-1986.
- (10) Y compris une réduction de 25 M\$ en 1985-1986 et de 1 M\$ en 1987-1988 pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.
- (11) Au 1^{er} avril 1986, la dette nette a été augmentée de 14 M\$ suite à la radiation du placement en actions dans la Raffinerie de sucre du Québec.
- (12) Au cours de l'exercice 1986-1987, la dette nette a été diminuée de 9 M\$ suite à la réduction des crédateurs – contrats de location-acquisition du 31 mars 1986.
- (13) Y compris une augmentation de 26 M\$ pour tenir compte du redressement apporté aux emprunts afin de rendre la comptabilisation des fonds d'amortissement conforme aux conventions comptables en vigueur.
- (14) En 1992-1993, la dette nette a été diminuée de 1 M\$ pour tenir compte des actions de la Société des établissements de plein air du Québec attribuées au ministre des Finances lors de la cession de biens à cette Société.
- (15) En 1994-1995, la dette nette a été augmentée de 19 M\$ pour tenir compte de la radiation du placement en actions dans la Société générale des industries culturelles.
- (16) La dette nette a été diminuée de 3 M\$ en 1996-1997 pour tenir compte de la portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec).
- (17) La dette nette a été augmentée de 21 387 M\$ dont 13 173 M\$ pour la comptabilisation des obligations non inscrites envers les régimes de retraite, 6 693 M\$ pour la consolidation des fonds spéciaux, organismes et entreprises du Gouvernement, 731 M\$ pour la modification de la méthode de comptabilisation des emprunts, 461 M\$ pour la comptabilisation des mesures de restructuration du secteur public, 353 M\$ pour la comptabilisation des immobilisations et -24 M\$ pour l'excédent de l'évaluation municipale des immobilisations de la Corporation d'hébergement du Québec sur leur coût à la date d'acquisition.
- (18) La dette nette a été augmentée de 210 M\$ dont 217 M\$ pour la comptabilisation des immobilisations et -7 M\$ pour l'excédent de l'évaluation municipale des immobilisations de la Corporation d'hébergement du Québec sur leur coût à la date d'acquisition.

ÉTATS FINANCIERS

CONSOLIDÉS

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ

Le Gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés préparés au ministère des Finances en conformité avec la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6, section VIII). Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées à la note complémentaire 1.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le Gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

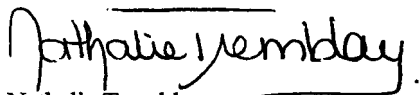
Le contrôleur des Finances tient la comptabilité du gouvernement du Québec en maintenant un registre centralisé des opérations financières et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du Gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité et de l'information financière.

Le Gouvernement soumet ses états financiers consolidés, pour vérification, au Vérificateur général qui expose dans son rapport à l'Assemblée nationale la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.


Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Au nom du gouvernement du Québec,

Le contrôleur des Finances,


Nathalie Tremblay, CA

Le sous-ministre des Finances,


Gilles Godbout

Québec, le 17 décembre 1999

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié les états financiers consolidés suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1999 :

- résultats de fonctionnement;
- variation de la dette nette;
- situation financière;
- surplus (besoins) financiers et de financement;
- immobilisations.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné ci-après concernant l'intégration des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation dans le périmètre comptable du gouvernement, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction des ministères et des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

DÉPENSES DE TRANSFERT

Des dépenses de transfert pour le réseau de la santé et des services sociaux ont été portées aux opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1999 même si les faits donnant lieu aux transferts n'étaient pas survenus à cette date. À mon avis, le critère permettant leur constatation n'est pas rempli puisque les dépenses financées par ce transfert n'étaient pas encore effectuées au 31 mars 1999. Cette pratique est contraire aux conventions comptables du gouvernement et aux recommandations du Comité sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés concernant ce type de transfert. Le fait d'appliquer cette convention comptable de manière inappropriée a eu pour effet de sous-évaluer de 300 millions de dollars le surplus de l'année financière terminée le 31 mars 1999 et les avoirs financiers à cette date ainsi que de surévaluer la dette nette du même montant.

PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

Investissement-Québec établit la provision pour pertes sur ses interventions financières garanties par le gouvernement en fonction des risques de crédit et des interventions en cours. Le gouvernement inscrit une provision différente pour ces mêmes interventions en fonction de sa propre évaluation des risques de crédit et sur la base des interventions autorisées plutôt qu'en cours. À mon avis, la provision établie par Investissement-Québec est adéquate parce qu'elle est évaluée en fonction de la comptabilité d'exercice et d'une analyse rigoureuse des risques de crédit. Le gouvernement aurait donc dû porter à ses livres la provision calculée par Investissement-Québec. Le fait de ne pas avoir inscrit une provision appropriée a eu pour conséquence de sous-évaluer le surplus de l'année financière terminée le 31 mars 1999 de 101 millions de dollars et de surévaluer la provision pour pertes sur les interventions financières garanties et la dette nette de 116,4 millions de dollars à cette date.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

ENGAGEMENTS POUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (RREGOP) ET LE RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS (RRAPSC)

Le passif inscrit au compte «Régimes de retraite» au 31 mars 1999 pour le service régulier du RREGOP, excluant celui de l'administration supérieure, s'élève à 16 751 millions de dollars et celui pour le RRAPSC s'élève à 480 millions de dollars. Ces deux régimes sont à coûts partagés, c'est-à-dire que leur coût respectif, soit la cotisation annuelle qui en découle, est partagé dans des proportions préétablies entre l'employeur et les participants. Ce partage de la cotisation annuelle crée un engagement pour le gouvernement au regard du financement de ces régimes, engagement dont la valeur correspond à la caisse qu'il aurait constituée s'il avait versé ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer la caisse des participants. Dans le cas du RREGOP, la valeur de cette caisse était estimée à 29 542 millions de dollars au 31 décembre 1998. Quant au RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées dans le Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le gouvernement était évaluée à 560 millions de dollars, à cette même date.

Dans la note 5 de ses états financiers, le gouvernement ne reconnaît pas clairement avoir contracté des engagements pour le financement de ces régimes. En effet, il n'y indique pas que les engagements auxquels il fait référence découlent du partage de la cotisation annuelle établi en fonction des dispositions législatives de ces régimes et des conventions collectives qu'il a négociées depuis leur instauration. Relativement à des engagements de 29 542 millions de dollars et de 560 millions de dollars, respectivement pour le RREGOP et le RRAPSC, 16 751 millions de dollars et 480 millions de dollars sont déjà comptabilisés à titre de passif, au 31 mars 1999.

Bien que ces engagements n'aient pas d'effet sur le passif, la dette nette et le surplus de l'année financière terminée le 31 mars 1999, il est nécessaire d'en faire une divulgation appropriée pour que le lecteur des états financiers soit en mesure d'évaluer l'état des finances du gouvernement.

PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Le gouvernement ne s'est pas prononcé quant à l'intégration des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation dans ses états financiers consolidés comme je lui recommandais dans mon rapport annuel déposé à l'Assemblée nationale en juin 1999. Par conséquent, je n'ai pas les éléments probants suffisants et adéquats pour statuer sur l'intégration de ces entités dans le périmètre comptable du gouvernement et je ne suis pas en mesure d'en déterminer l'effet sur la situation financière du gouvernement au 31 mars 1999 et sur les résultats de fonctionnement de l'année financière terminée à cette date.

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation inappropriée des dépenses mentionnées dans les paragraphes précédents, de la divulgation inappropriée par le gouvernement de ses engagements quant au financement du RREGOP et du RRAPSC et de l'effet des redressements que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de statuer sur l'intégration des entités des réseaux dans le périmètre comptable du gouvernement, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1999, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de l'évolution de sa

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

situation financière pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables mentionnées à la note 1. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q. c. V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception de l'application rétroactive des modifications aux conventions comptables expliquées à la note 2, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 17 décembre 1999

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Annexe	1999		1998
	Budget *	Résultats réels	Résultats réels (notes 2 et 14)
5 REVENUS (note 3)			
Impôt sur le revenu et les biens	22 003	22 974	21 891
Taxes à la consommation	8 241	8 585	7 421
Droits et permis	1 362	1 362	1 447
Revenus divers	1 739	2 399	2 191
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement	2 817	3 131	2 734
Revenus autonomes	36 162	38 451	35 684
Transferts du gouvernement du Canada	6 353	8 090	5 989
Total des revenus	42 515	46 541	41 673
6 DÉPENSES			
Santé et services sociaux	13 014	15 034	13 297
Éducation et culture	9 773	10 231	10 086
Soutien aux personnes et aux familles	4 822	4 915	4 503
Économie et environnement	4 401	5 135	5 027
Gouverne et justice	3 224	3 249	2 981
Amortissement des immobilisations	423	664	593
Sous-total	35 657	39 228	36 487
Service de la dette	8 058	7 187	7 343
Total des dépenses	43 715	46 415	43 830
Surplus (déficit)	(1 200)	126	(2 157)

* Les données sont établies à partir des prévisions de revenus annoncées au Discours sur le budget 1998-1999 du 31 mars 1998 et des prévisions de dépenses présentées au Livre des crédits 1998-1999 ajustées des mesures annoncées dans le Discours sur le budget 1998-1999.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

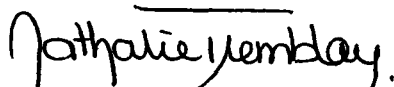
	<u>1999</u>	<u>1998</u>
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	88 404	86 037
Redressement:		
Comptabilisation des contrats de change à terme (note 2a)	<u>(27)</u>	<u>(2)</u>
Solde au début redressé	88 377	86 035
(Surplus) déficit	(126)	2 157
Augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations (note 2 b)	<u>217</u>	<u>209</u>
	91	2 366
Excédent de l'évaluation municipale des immobilisations de la Corporation d'hébergement du Québec sur leur coût à la date d'acquisition	<u>(7)</u>	<u>(24)</u>
Variation annuelle de la dette nette	84	2 342
SOLDE À LA FIN	88 461	88 377

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

<u>Annexe</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u> (note 2)
PASSIF		
7 Découvert bancaire	1 617	737
8 Crédoiteurs et frais à payer	8 987	7 703
Revenus reportés	172	162
Régimes de retraite (note 5)	40 428	40 438
9 Emprunts (note 6)	61 975	57 294
10 Emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement (note 8)	5 715	4 827
11 Emprunts pour financer des travaux d'organismes municipaux (note 9)	3 282	3 176
Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 10)	1 183	1 083
TOTAL DU PASSIF	123 359	115 420
AVOIRS FINANCIERS		
12 Placements temporaires	2 930	70
13 Débiteurs	6 103	5 666
14 Participation dans les entreprises du Gouvernement	15 116	13 736
15 Placements à long terme	1 753	1 731
16 Autres comptes	2 098	(70)
Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement (note 8)	5 715	4 827
Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 10)	1 183	1 083
TOTAL DES AVOIRS FINANCIERS	34 898	27 043
DETTE NETTE	88 461	88 377
Dette nette représentée par:		
Immobilisations (voir état consolidé des immobilisations)	6 233	6 016
Déficits accumulés	82 228	82 361
	88 461	88 377

- Engagements et éventualités (note 11)
- Opérations de nature fiduciaire exercées par des organismes et fonds du Gouvernement (annexe 18)

Le contrôleur des Finances,


Nathalie Tremblay, CA

Québec, le 17 décembre 1999

Le sous-ministre des Finances,


Gilles Godbout

ÉTAT CONSOLIDÉ DES SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS ET DE FINANCEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	1999		1998	
			(notes 2 et 14)	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Surplus (déficit)		126		(2 157)
Eléments n'affectant pas les liquidités:				
Quote-part du Gouvernement dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	(1 282)		(931)	
Provision pour créances douteuses	594		848	
Congés de maladie et vacances	60		70	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	154		371	
Charge de retraite (note 5)	930		743	
Frais d'intérêt relatifs aux régimes de retraite (note 5)	2 500		3 049	
Amortissement des immobilisations	664		593	
Amortissement des frais reportés	111		85	
Amortissement de la perte de change non réalisée	293		43	
Amortissement de l'escompte et de la prime	120	4 144	151	5 022
		4 270		2 865
Régimes de retraite				
Prestations et autres paiements	(2 624)		(2 046)	
Cotisations des salariés et des employeurs autonomes	214	(2 410)	142	(1 904)
Comptes à fin déterminée (annexe 8)				
Paievements et autres débits	(301)		(605)	
Rentrées et autres crédits	328	27	610	5
Variation du passif et des avoirs financiers reliés au fonctionnement		(235)		(1 313)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de fonctionnement		1 652		(347)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation de la participation dans les entreprises du Gouvernement				
Placements effectués	(184)		(143)	
Placements réalisés	86		9	
	(98)		(134)	
Variation des placements à long terme				
Placements effectués	(333)		(478)	
Placements réalisés	183		77	
	(150)		(401)	
Immobilisations				
Acquisitions	(976)		(827)	
Dispositions	95		25	
	(881)		(802)	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		(1 129)		(1 337)
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS		523		(1 684)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS ET DE FINANCEMENT (suite)
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u> (notes 2 et 14)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	9 651	10 121
Emprunts remboursés	<u>(7 161)</u>	<u>(8 826)</u>
	2 490	1 295
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite:		
Versements	(944)	
Réinvestissement des revenus de placements du fonds	(86)	(84)
Variation des liquidités ⁽¹⁾	<u>(1 983)</u>	<u>473</u>
FINANCEMENT NET	<u><u>(523)</u></u>	<u><u>1 684</u></u>

⁽¹⁾ Les liquidités comprennent les placements temporaires diminués du découvert bancaire, excluant les chèques en circulation ainsi que les espèces et effets en main et dépôts en circulation.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES IMMOBILISATIONS
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>Terrain</u>	<u>Bâtiment</u>	<u>Aména- gement</u>	<u>Réseau complexe</u>	<u>Matériel et équipe- ment</u>	<u>Dévelop- pement informatique</u>	<u>1999 Total</u>	<u>1998 Total (note 2)</u>
Coût des immobi- lisations - solde d'ouverture	153	3 343	71	10 028	1 523	637	15 755	15 010
Acquisitions	4	149	11	523	123	166	976	827
Dispositions	(9)	(105)			(32)	(1)	(147)	(82)
Coût des immobi- lisations - solde de clôture	<u>148</u>	<u>3 387</u>	<u>82</u>	<u>10 551</u>	<u>1 614</u>	<u>802</u>	<u>16 584</u>	<u>15 755</u>
Amortissement cumulé - solde d'ouverture		1 574	27	6 918	1 072	148	9 739	9 203
Dépenses d'amortissement		124	2	349	116	73	664	593
Incidence des dispositions		(33)			(19)		(52)	(57)
Amortissement cumulé - solde de clôture		<u>1 665</u>	<u>29</u>	<u>7 267</u>	<u>1 169</u>	<u>221</u>	<u>10 351</u>	<u>9 739</u>
Immobilisations (note 4)	<u>148 ⁽¹⁾</u>	<u>1 722</u>	<u>53</u>	<u>3 284</u>	<u>445</u>	<u>581</u>	<u>6 233</u>	<u>6 016</u>

⁽¹⁾ Les immobilisations comprennent des terrains acquis à une valeur symbolique aux fins du transport en commun.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs estimations et jugements.

PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Le périmètre comptable du Gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au Gouvernement ou sont sous son contrôle. Ils sont énumérés en annexe aux états financiers.

Les opérations de nature fiduciaire exercées par certains organismes et fonds sont exclues du périmètre comptable du Gouvernement. Ces organismes et fonds sont énumérés en annexe aux états financiers.

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du Gouvernement, à l'exception des entreprises du Gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables décrites ci-après; les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

Les entreprises du Gouvernement sont comptabilisées selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, la participation dans ces entreprises est enregistrée au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement de la quote-part du Gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise qui revient au Gouvernement. Une entreprise du Gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes:

- a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;
- b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
- c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du Gouvernement;
- d) elle peut, dans le cours normal de ses activités, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du Gouvernement.

REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, amendes et confiscations sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant des transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Les autres revenus sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent le coût des biens et services acquis au cours de l'année financière à l'exception des immobilisations pour lesquelles un amortissement annuel est comptabilisé.

Les transferts sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

PASSIF

Créditeurs et frais à payer

Comptes à fin déterminée

La Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) prévoit la création de comptes à fin déterminée dans lesquels peuvent être déposées les sommes reçues en fonction d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique. Ainsi, certains montants encaissables ou payables, reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale ou à diverses compensations de tiers, sont inscrits dans des comptes à fin déterminée.

Congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et vacances dus aux employés du Gouvernement sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garantis sont comptabilisées au passif lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

La provision représentant les pertes probables est évaluée en utilisant un taux basé sur l'expérience passée en matière de pertes sur chacun des programmes de garanties. Les garanties spéciales sont regroupées selon leur niveau de risque.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels sont portés aux dépenses avec contrepartie au compte «Régimes de retraite», soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains

enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les revenus de placements du Fonds d'amortissement des régimes de retraite formé pour pourvoir au paiement des prestations de ces régimes sont pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé lors de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Les frais d'émission sont comptabilisés comme frais reportés puis amortis sur la durée de chaque emprunt.

La valeur des emprunts en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change en vigueur à la date de l'arrêté des comptes et les variations sont inscrites comme gain ou perte de change non réalisé, puis amorties sur la durée de chaque emprunt.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers sont reportés et amortis sur la durée restante de chaque contrat; cependant, les gains ou pertes de change sur des contrats à court terme visant à couvrir la dette à long terme sont amortis sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire, à l'exception des escomptes et des primes qui sont amortis selon le taux de rendement effectif de chaque emprunt.

AVOIRS FINANCIERS

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les débiteurs et les prêts et avances sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen de provisions pour moins-values.

La participation dans les entreprises du Gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les autres placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont réduits de toute moins-value durable. Cette moins-value est imputée aux opérations de l'année financière où elle est constatée.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont des avoirs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements tels ceux des parcs et des bases de plein air, les réseaux complexes tels les barrages, les canaux, les routes et les ponts, le matériel et l'équipement incluant les véhicules et les meubles, et le développement informatique.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile; elles sont une composante de la dette nette. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations mais sont indiqués en note aux états financiers et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie au passif des revenus reportés qui sont virés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Cependant, les terrains sont inscrits à leur valeur symbolique.

Les sommes reçues d'organismes non compris dans le périmètre comptable du Gouvernement pour l'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés et virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont déduites du coût de ces derniers.

2. MODIFICATIONS COMPTABLES

a) La comptabilisation des contrats de change à terme

Les gains ou pertes sur les contrats de change à terme négociés dans le cadre de la gestion de la dette à long terme incluent deux composantes. La première composante est un gain ou une perte d'intérêt, connu lors de la passation du contrat, représentant l'écart entre les taux d'intérêt à court terme prévalant dans les pays des deux devises impliquées. La seconde composante est un gain ou une perte de change, connu lors de l'échéance des contrats seulement.

À compter du 1^{er} avril 1998, le Gouvernement comptabilise la composante intérêt comme frais reportés et l'amortit sur la durée de chaque contrat. Auparavant, aucune distinction n'était apportée et la totalité des gains ou pertes était comptabilisée à titre de gain ou perte de change non réalisé, puis amortie sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée.

Cette modification comptable appliquée rétroactivement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
	(en millions de dollars)	
Dette nette	(126)	(27)
Perte de change non réalisée	127	27
Frais reportés	(1)	
Surplus (déficit)	99	(25)

b) La comptabilisation des immobilisations

À compter du 1^{er} avril 1998, le Gouvernement capitalise les frais relatifs au plan cadastral. Auparavant, la totalité de ces frais avait été imputée aux opérations.

Cette modification comptable, appliquée rétroactivement, a eu pour effet d'augmenter (diminuer) le poste suivant des états financiers:

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
	(en millions de dollars)	
Surplus (déficit)	12	(10)

3. REVENUS

SELON LA LÉGISLATION PERTINENTE, LES REVENUS SONT INSCRITS APRÈS DÉDUCTION DES MONTANTS SUIVANTS:

	1999	1998
	(en millions de dollars)	(note 14)
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	187	151
Allocations d'aide aux familles	111	121
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	152	163
Hébergement d'un parent	17	15
Frais de garde	234	178
Autres	23	13
	<u>724</u>	<u>641</u>
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	49	55
Recherche scientifique et développement expérimental	143	134
Formation de la main-d'œuvre	(16)	43
Productions cinématographiques	104	65
Crédit d'impôt des grandes sociétés	189	175
Autres	41	19
	<u>510</u>	<u>491</u>
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres	14	
Contrôle routier	34	34
Traitements sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	226	113
	<u>274</u>	<u>147</u>
	<u>1 508</u>	<u>1 279</u>

4. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition et présentées à la dette nette. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée de vie utile:

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiment	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagement	Linéaire et intérêts composés	5 à 10 ans
Réseau complexe	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

5. RÉGIMES DE RETRAITE

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les employés des secteurs public et parapublic, les membres de l'Assemblée nationale et les juges de la Cour du Québec.

RÉGIMES DE RETRAITE

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1998	Nombre de prestataires au 31 décembre 1998
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	450 000	93 604
Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)	21 070	9 229
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	16 800 *	40 231
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	5 175 *	26 336
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	3 960	3 165
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 720	716
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	306	55
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	282	265
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	150	257
	500 463	173 858

* Depuis le 1^{er} juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

Ces régimes sont à «prestations déterminées» ce qui signifie qu'ils garantissent un revenu déterminé aux participants au moment de la retraite, calculé en fonction du revenu moyen des cinq meilleures années et du nombre d'années de service des participants. Les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie acquise avant le 1^{er} juillet 1982 et après cette date, elles sont partiellement indexées.

Il y a deux catégories de régimes de retraite: > les régimes de retraite à coûts partagés;
> les régimes de retraite à solde du coût.

Régimes de retraite à coûts partagés

Dans le cas du RREGOP, le Gouvernement assume 50 % des coûts pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982, et de 58,33 % (7/12), pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982. Les cotisations des participants et les contributions des employeurs autonomes au RREGOP sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans le cas du RRAPSC, le Gouvernement assume 46 % des coûts et les employés une proportion de 54 %. Les cotisations des employés sont versées au Fonds consolidé du revenu.

Régimes de retraite à solde du coût

Les régimes de retraite à solde du coût sont des régimes pour lesquels les employeurs assument la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants. C'est le cas de tous les régimes du Gouvernement autres que le RREGOP et le RRAPSC. Les cotisations des participants et des employeurs autonomes de tous ces régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le Gouvernement assume donc la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants et les employeurs autonomes.

Valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite pour le service rendu à une date donnée est évaluée, par les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme:

- Rendement, net d'inflation	4,70 %
- Taux d'inflation	3,00 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	1,25 %

Passif du Gouvernement au titre des régimes de retraite

La comptabilisation du passif du Gouvernement au titre des régimes de retraite est effectuée conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés à l'égard des régimes de retraite du secteur public.

Le passif inscrit des régimes de retraite est établi sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite, en tenant compte de certains redressements relatifs aux gains et pertes actuariels constatés lors des évaluations actuarielles triennales. Ces gains et pertes sont amortis selon la convention comptable établie à cet égard. Le passif du Gouvernement au titre des régimes de retraite comprend également des frais d'intérêts calculés sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées à une date donnée pour l'ensemble des régimes de retraite.

Le passif inscrit au compte «Régimes de retraite» du Gouvernement est estimé à 42 637 millions de dollars au 31 mars 1999 pour l'ensemble des régimes, dont 19 561 millions de dollars pour le RREGOP, le régime de retraite le plus important, comme le montre le tableau ci-dessous faisant état du détail du compte «Régimes de retraite» pour les principaux régimes.

PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE

	Obligations actuarielles au titre des prestations constituées	Redresse- ments (en millions de dollars)	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 1999	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 1998
RREGOP				
- service régulier	17 949	(880)	17 069	16 180
- service transféré	2 646	(154)	2 492	2 484
RRE et RRCE	15 109	(480)	14 629	14 570
RRF	5 552	(171)	5 381	5 436
Autres	3 026	40	3 066	2 947
	44 282	(1 645)	42 637	41 617
Fonds d'amortissement⁽¹⁾	(2 209)		(2 209)	(1 179)
	42 073	(1 645)	40 428	40 438

⁽¹⁾ En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6, section VII.I), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les actifs du Fonds d'amortissement sont comptabilisés à une valeur axée sur la valeur marchande. Au cours de l'année financière 1998-1999, le ministre a investi 944 millions de dollars au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Au 31 mars 1999, un revenu de 86 millions de dollars (84 millions de dollars en 1998) a été réinvesti au fonds d'amortissement, lequel montant a été pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts à l'égard des régimes de retraite.

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

Les estimations les plus récentes produites et émises en 1999 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1996 pour le RREGOP, le RRE, le RRF, le RRCE, le RRMSQ, le RRMAN et le RRJCQ, et celles au 31 décembre 1994 pour le RRAPSC et le RREFQ.

CHARGE TOTALE RELATIVE AUX RÉGIMES

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêts	1 054	885
Cotisations des salariés	(206)	(120)
Cotisations des employeurs autonomes	(8)	(22)
	840	743
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuariels	90	
	930	743
Frais d'intérêts relatifs aux régimes de retraite	2 500	3 049
Total	3 430	3 792

FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE

Évaluations actuarielles à des fins de financement pour le service régulier des régimes de retraite à «coûts partagés» (RREGOP et RRAPSC)

Conformément à la loi, les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle à des fins de financement pour chacun des régimes, c'est-à-dire pour déterminer les taux de cotisation des régimes. Pour les fins de ces évaluations, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties de même que des hypothèses économiques plus conservatrices que celles utilisées pour les évaluations aux fins de la comptabilisation.

Selon ces évaluations, l'engagement du Gouvernement aux fins de financement est calculé comme étant la caisse qu'il aurait constituée s'il avait eu à verser, depuis 1973, ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer le taux de cotisation des participants. Cette caisse, dans le cas du RREGOP, était estimée, au 31 décembre 1998, à 29,5 milliards de dollars. Dans le cas du RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées au Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le Gouvernement était de 560 millions de dollars à cette même date. L'écart entre ces caisses et le passif inscrit au titre de ces deux régimes représente une somme non exigible qui n'a pas à être comptabilisée au passif du Gouvernement. Cet écart découle d'hypothèses économiques et de méthodologies différentes.

Selon les évaluations aux fins de financement, le taux de cotisation du Gouvernement pour le service régulier du RREGOP correspond à 4,80 % des salaires admissibles pour les participants syndiqués (4,10 % pour les participants non syndiqués). Ce taux découle de l'évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 1993 et des modifications apportées à ce régime depuis sa publication. En octobre 1998, les actuaires ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 1996 mettant à jour l'évaluation précédente. Dans le cadre du renouvellement des conventions collectives des secteurs public et parapublic, les parties ont tenu compte de cette évaluation. Une entente de principe prévoyant quelques modifications aux régimes et une réduction des taux de cotisation des régimes est intervenue en décembre 1999 entre le Gouvernement et les organisations syndicales. Des discussions sont en cours afin d'en finaliser les termes.

6. EMPRUNTS

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaies et par années d'échéance. Les unités monétaires par monnaies tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaie ⁽¹⁾	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
En dollar canadien	43 900	43 900 ⁽²⁾	7,01	37 111	37 111	7,85 ⁽³⁾
En dollar américain	5 728	8 647	7,70	8 011	11 353	7,86 ⁽³⁾
En yen japonais	511 457	6 521	4,56	485 642	5 178	5,51 ⁽³⁾
En franc suisse	2 522	2 578	2,16	2 826	2 626	3,00 ⁽³⁾
En mark allemand	1 386	1 156	6,37	1 700	1 302	5,07 ⁽³⁾
En franc français	2 898	720	7,70	4 187	957	7,00 ⁽³⁾
En livre sterling	198	483	9,53	198	469	9,39 ⁽³⁾
En euro	(117)	(190)	-2,20			
		<u>63 815</u>	<u>6,69 %</u>		<u>58 996</u>	<u>7,36 %</u>
Moins:						
Fonds d'amortissement		<u>1 840</u>			<u>1 702</u>	
Total		<u>61 975</u>			<u>57 294</u>	

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

(2) Le Gouvernement détenait 365 millions de dollars de ses titres au 31 mars 1999.

(3) Les taux ont été redressés pour tenir compte des contrats d'échange de taux d'intérêt.

Note: Un sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts est présenté à l'annexe 9.

Année d'échéance	En dollar canadien	En dollar américain	En yen japonais	En franc suisse	En mark allemand	Autres	Total 1999 (en millions de dollars)
2000	8 050		1 275	218			9 543
2001	4 126			331			4 457
2002	4 487			424	1		4 912
2003	2 861			84			2 945
2004	3 463			182			3 645
	<u>22 987</u>		<u>1 275</u>	<u>1 239</u>	<u>1</u>		<u>25 502</u>
2005-2009	9 577	2 491	223	1 339	1 072	2	14 704
2010-2014	3 617	177	2 737			853	7 384
2015-2019	582	1 104	2 031		83	36	3 836
2020-2024	1 793	2 371	255			122	4 541
2025-2029	2 344	1 750					4 094
2030 et plus	1 672	242					1 914
Total	<u>42 572</u>	<u>8 135</u>	<u>6 521</u>	<u>2 578</u>	<u>1 156</u>	<u>1 013</u>	<u>61 975</u>

Note: Cet échéancier tient compte d'un montant de 1 972 millions de dollars en 2000, pour les bons du trésor et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 483 millions de dollars en 2000, 411 millions de dollars en 2001, 327 millions de dollars en 2002, 262 millions de dollars en 2003, 211 millions de dollars en 2004 et 720 millions de dollars pour les années 2005-2009. Par ailleurs, les montants en dollars canadiens et américains tiennent compte des fonds d'amortissement.

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations de remboursement des emprunts venant à échéance et de maintenir ses liquidités au niveau désiré, le Gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement et de gestion active de la dette axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

La participation à ces marchés implique différents types de risque. Le Gouvernement élabore donc des stratégies de gestion du risque par l'utilisation des divers instruments financiers dérivés à sa disposition.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les flux monétaires nécessaires au remboursement des intérêts et du capital des emprunts en devises étrangères varient selon les fluctuations des marchés. Afin de gérer ce risque, le Gouvernement utilise des instruments financiers dérivés tels les contrats d'échange de devises ainsi que les contrats de change à terme. Ces contrats ont pour objectif d'échanger des flux monétaires d'une devise contre une autre.

La valeur à l'état de la situation financière de ces contrats en devises est présentée par monnaies aux annexes 9 à 11. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2009.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt. Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, le Gouvernement a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt. Ces contrats permettent d'échanger le paiement d'intérêts à taux fixe en taux variables ou, vice versa, sur une valeur nominale de référence. Le Gouvernement gère la dette en utilisant des instruments financiers dérivés à court terme dans le but d'en contrôler le risque.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles; un tel événement pouvant entraîner des pertes financières pour le Gouvernement. Dans le but de se prémunir contre un tel risque dans le cadre de transactions d'instruments financiers dérivés, le Gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui limite les pertes potentielles pour chacun des contrepartistes.

Une limite de crédit est accordée à chaque contrepartiste en fonction principalement de leur cote de crédit. Lors d'un dépassement de cette limite, un processus est mis en place afin que les montants dus par le contrepartiste se retrouvent à l'intérieur des limites fixées.

Le Gouvernement négocie avec des grandes institutions financières qui possèdent une cote de crédit équivalente ou supérieure à la sienne.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le Gouvernement ne puisse rencontrer, à court terme, ses engagements financiers. Afin de contrer ce risque, le Gouvernement a obtenu de différentes institutions bancaires canadiennes des marges de crédit totalisant 1 165 millions de dollars canadiens.

De plus, le Gouvernement dispose, auprès d'un syndicat bancaire, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains.

Au 31 mars 1999, aucun tirage n'est en cours sur ces marges et conventions de crédit.

8. EMPRUNTS POUR FINANCER LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION ET LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Les emprunts effectués par le Gouvernement pour des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des entreprises du Gouvernement sont présentés distinctement au passif. En contrepartie de ces emprunts, des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que les emprunts et inscrites à titre d'avoirs financiers.

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-après par monnaies et par années d'échéance. Les unités monétaires par monnaies tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaie ⁽¹⁾	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
		(en millions de dollars)			(en millions de dollars)	
En dollar canadien	5 727	5 727	6,89	4 696	4 696	6,34
En dollar américain				86	120	5,78
En yen japonais				2 019	21	2,25
		<u>5 727</u>	<u>6,89 %</u>		<u>4 837</u>	<u>6,31 %</u>
Moins:						
Fonds d'amortissement		<u>12</u>			<u>10</u>	
Total		<u>5 715</u>			<u>4 827</u>	

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Note: Un sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts est présenté à l'annexe 10.

Année d'échéance	1999
	En dollar canadien
	(en millions de dollars)
2000	1 591
2001	415
2002	134
2003	1 084
2004	931
	<u>4 155</u>
2005-2009	981
2010-2014	397
2015-2019	11
2020-2024	171
Total	<u>5 715</u>

Note: Cet échéancier tient compte d'un montant de 883 millions de dollars venant à échéance en 2000 pour les bons du trésor.

9. EMPRUNTS POUR FINANCER DES TRAVAUX D'ORGANISMES MUNICIPAUX

Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le Gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaies et par années d'échéance. Les unités monétaires par monnaies tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaie	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 14)	Taux d'intérêt moyen pondéré %
En dollar canadien	3 282	3 282	8,93 %	3 176	3 176	9,08 %

Note: Un sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts est présenté à l'annexe 11.

Année d'échéance	1999
	En dollar canadien (en millions de dollars)
2000	683
2001	490
2002	279
2003	399
2004	593
	2 444
2005-2009	788
2010-2014	
2015-2019	50
Total	3 282

Note: Cet échéancier tient compte d'un montant de 114 millions de dollars venant à échéance en 2000 pour les bons du trésor.

10. PROVISION POUR FINANCER LES IMMOBILISATIONS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION

En vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. 1-17), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5), le Gouvernement a créé des fonds d'amortissement ayant pour objet, à même les sommes déposées par le ministre responsable, d'acquitter les emprunts (principal et intérêts) pour le financement des immobilisations des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les actifs nets détenus par ces fonds d'amortissement se répartissent comme suit:

	1999	1998
	(en millions de dollars)	
Fonds d'amortissement afférents à des emprunts:		
de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	197	178
de commissions scolaires du Québec	408 ⁽¹⁾	385 ⁽¹⁾
d'établissements universitaires du Québec	247 ⁽²⁾	210
d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	331	310
	1 183	1 083

⁽¹⁾ Y compris un montant de 24 millions de dollars déposé dans une institution financière et déboursé le 1^{er} avril 1999 (24 millions de dollars en 1998).

⁽²⁾ Y compris un montant de 3 millions de dollars déposé dans une institution financière et déboursé le 1^{er} avril 1999.

11. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- A) Les engagements pour des transferts à des entreprises et organismes sans but lucratif, à des commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour leurs autres dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à l'annexe 17. Ces engagements totalisent 18 221 millions de dollars au 31 mars 1999 (17 267 millions de dollars au 31 mars 1998).
- B) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 45 687 millions de dollars au 31 mars 1999 (44 947 millions de dollars au 31 mars 1998) dont 39 128 millions de dollars au 31 mars 1999 (38 598 millions de dollars au 31 mars 1998) se rapportent aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 17.
- C) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 764 millions de dollars (487 millions de dollars en 1998), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.

12. OPÉRATIONS IMPORTANTES DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT AVEC LES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Les opérations les plus importantes entre le Gouvernement et ses entreprises sont réparties comme suit:

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
	(en millions de dollars)	
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	334	322
Ventes de biens et services	197	189
	<u>531</u>	<u>511</u>
Dépenses		
Santé et services sociaux	343	303
Économie et environnement	84	253
Gouverne et justice	34	33
	<u>461</u>	<u>589</u>

13. INCERTITUDE DÉCOULANT DU PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les programmes informatiques du Gouvernement qui sont sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs ou des défaillances de systèmes lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Les répercussions du problème du passage à l'an 2000 pourront se faire sentir le 1^{er} janvier de l'an 2000, ou encore avant ou après cette date. Si l'on n'y remédie pas, les conséquences sur les opérations et l'information financière peuvent aller d'erreurs mineures à une défaillance importante des systèmes qui

pourraient nuire à la capacité du Gouvernement d'exercer normalement ses activités. Il n'est pas possible d'être certain que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 qui ont une incidence sur le Gouvernement, y compris ceux qui ont trait aux efforts déployés par les clients, les fournisseurs ou d'autres tiers, seront entièrement résolus.

Le Gouvernement a ciblé en priorité les systèmes, infrastructures technologiques, interfaces et équipements spécialisés reliés au maintien des activités essentielles reliées à la santé, à la sécurité et à la stabilité économique et tous les efforts consentis visent à en assurer le maintien. Dans l'incapacité de procéder à tous les préparatifs nécessaires et ce, même en différant des travaux moins cruciaux, le Gouvernement a préparé des plans de contingence et a assuré la mise en place de mesures préventives.

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1998 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1999.

**MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
ET INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Affaires municipales

Commission municipale du Québec

Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole du Québec

Régie des assurances agricoles du Québec

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Assemblée nationale

Conseil du trésor, Administration et Fonction publique

Commission de la fonction publique

Conseil exécutif

Culture et Communications

Commission de protection de la langue française

Commission de toponymie

Commission des biens culturels du Québec

Conseil de la langue française

Office de la langue française

Régie du cinéma

Éducation

Commission consultative de l'enseignement privé

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité et Condition féminine

Conseil du statut de la femme

Environnement et Faune

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Famille et Enfance

Conseil de la famille et de l'enfance

Finances

Inspecteur général des institutions financières

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie et Commerce

Justice

Tribunal des droits de la personne

Métropole

**MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
ET INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

Directeur général des élections - Commission de la représentation
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

Recherche, Science et Technologie

Conseil de la science et de la technologie

Régions et Affaires autochtones

Relations avec les citoyens et Immigration

Commission d'accès à l'information
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Conseil des aînés
Conseil des relations interculturelles
Conseil permanent de la jeunesse
Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles

Revenu

Santé et Services sociaux

Conseil de la santé et du bien-être
Conseil médical du Québec
Office des personnes handicapées du Québec

Sécurité publique

Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Régie des alcools, des courses et des jeux

Tourisme

Transports

Commission des transports du Québec

Travail

Commission de l'équité salariale
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec

ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

ORGANISMES

Agence de l'efficacité énergétique
 Agence métropolitaine de transport
 Bibliothèque nationale du Québec
 Commissaire de l'industrie de la construction
 Commission des lésions professionnelles
 Commission de la capitale nationale du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs
 Commission des normes du travail
 Commission des services juridiques
 Commission des valeurs mobilières du Québec
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Grande bibliothèque du Québec
 Héma-Québec
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut national de santé publique du Québec
 Investissement-Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office des professions du Québec
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie de l'énergie
 Régie des installations olympiques et le Fonds spécial olympique
 Sidbec
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
 Société des traversiers du Québec
 Société d'habitation du Québec
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud

ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE INCLUS DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

ORGANISMES (suite)

Société immobilière du Québec
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de développement régional
Fonds de financement
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de gestion des départs assistés
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de l'assurance-médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires *
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds forestier
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial de financement des activités locales

* Ce fonds effectue aussi des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du Gouvernement.

**ENTREPRISES INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE
DU GOUVERNEMENT**

Centre de recherche industrielle du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Corporation d'hébergement du Québec **
Fonds de financement **
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Hydro-Québec *
Loto-Québec
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Société de développement de la Baie James (SDBJ)
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société d'habitation du Québec **
Société générale de financement du Québec
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

* Cette entreprise effectue aussi des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du Gouvernement.

** Ces entités font l'objet d'une restructuration administrative et financière.

**ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX EXERÇANT DES OPÉRATIONS DE NATURE FIDUCIAIRE
EXCLUES DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Comité centraide - secteur public

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec

Curateur public (Le)

Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées

Fonds d'assurance-récolte

Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles

Fonds de contrat à terme

Fonds des cautionnements des agents de voyages

Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)

Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes

Fonds d'indemnisation en assurance de dommages

Fonds d'indemnisation en assurance de personnes

Fonds en fidéicommiss

Fonds national de formation de la main-d'oeuvre

Hydro-Québec - Caisse de retraite

Régie des rentes du Québec

DÉTAIL DES REVENUS

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

	1999	1998 (notes 2 et 14)
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	15 250	14 420
Cotisations au Fonds des services de santé	4 260	3 966
Impôt des sociétés	3 464	3 505
	22 974	21 891
Taxes à la consommation		
Vente	6 444	5 505
Carburants	1 604	1 532
Tabac	523	371
Pari mutuel	14	13
	8 585	7 421
Droits et permis		
Véhicules automobiles	724	700
Boissons alcooliques	135	129
Ressources naturelles	257	396
Autres	246	222
	1 362	1 447
Revenus divers		
Ventes de biens et services	1 644	1 452
Intérêts	411	339
Amendes, confiscations et recouvrements	344	400
	2 399	2 191
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement		
Commission de la santé et de la sécurité du travail	631	511
Société des alcools du Québec	408	378
Loto-Québec	1 167	1 068
Hydro-Québec	754	636
Autres	171	141
	3 131	2 734
Total des revenus autonomes	38 451	35 684
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	5 385	4 229
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 697	1 660
Autres transferts liés aux accords fiscaux	60	26
Autres programmes	948	74
Total des transferts du gouvernement du Canada	8 090	5 989
Total des revenus	46 541	41 673

DÉTAIL DES DÉPENSES

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u> (notes 2 et 14)
PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
Rémunération	16 875	15 711
Fonctionnement	3 000	2 852
Capital	1 048	948
Intérêt	1 453	1 449
Support	<u>10 117</u>	<u>8 885</u>
	32 493	29 845
Rémunération	3 307	3 036
Fonctionnement	2 016	1 794
Amortissement des immobilisations	664	593
Créances douteuses et autres provisions	<u>748</u>	<u>1 219</u>
Sous-total	39 228	36 487
Service de la dette	<u>7 187</u>	<u>7 343</u>
Total des dépenses	<u>46 415</u>	<u>43 830</u>

DÉCOUVERT BANCAIRE
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Chèques en circulation	608	482
Emprunts temporaires ⁽¹⁾	<u>1 541</u>	<u>653</u>
	<u>2 149</u>	<u>1 135</u>
Espèces en banque	204	193
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	<u>328</u>	<u>205</u>
	<u>532</u>	<u>398</u>
	<u>1 617</u>	<u>737</u>

⁽¹⁾ Détail des emprunts temporaires

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Acceptations bancaires	184	224
Papier commercial U.S.	1 242	187
Billets au pair	110	227
Marge de crédit	<u>5</u>	<u>15</u>
	<u>1 541</u>	<u>653</u>

Les emprunts temporaires viennent à échéance à différentes dates jusqu'à l'an 2000 et portent intérêt à des taux variant de 4,75 % à 5,15 %.

CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER

AU 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

		<u>1999</u>		<u>1998</u> (note 14)
Rémunération		302		233
Fournisseurs		1 414		1 144
Avances des fonds en fidéicomis		249		87
Comptes d'accord de perception fiscale:				
Fiscalité municipale	382		375	
Autres	<u>114</u>	496	<u>97</u>	472
Comptes à fin déterminée ⁽¹⁾		32		5
Transferts:				
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	924		706	
Établissements de santé et de services sociaux	431		798	
Municipalités et organismes municipaux	134		62	
Autres	<u>1 429</u>	2 918	<u>803</u>	2 369
Intérêts courus sur emprunts		1 573		1 550
Congés de maladie et vacances ⁽²⁾		806		748
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties ⁽²⁾		883		791
Régime de rentes de survivants ⁽²⁾		<u>314</u>		<u>304</u>
		<u>8 987</u>		<u>7 703</u>

(1) Sommaire des comptes à fin déterminée: (Voir le tableau à la page suivante).

(2) Comprenant principalement des sommes à payer à long terme.

CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER (suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

⁽¹⁾ Sommaire des comptes à fin déterminée:

	Rentrées et autres crédits					
	Solde au 31 mars 1998	Paielements et autres débits	Transferts du gouvernement du Canada -Autres programmes	Ventes de biens et services	Excédent de l'année financière	Solde au 31 mars 1999
VENTES DE BIENS ET SERVICES						
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1	5		4	(1)	
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services		100		100		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		4		5	1	1
Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux		5		9	4	4
Autres	3	6		11	5	8
TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA						
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu		6	6			
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde		4	6		2	2
Compte pour le financement de la route d'accès à la communauté crie de Waskaganish		8	24		16	16
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais		4	4			
Compte pour le programme d'alphabétisation		5	5			
Compte pour le programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière		15	15			
Compte pour les travaux d'infrastructures		42	42			
Compte relatif à la tempête de verglas		91	91			
Autres	1	6	6			1
			199	129		
	5	301		328	27	32

EMPRUNTS
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
EN DOLLAR CANADIEN						
Bons du trésor	1 972	1 972		2 309	2 309	
Produits d'épargne	2 500	2 500		1 980	1 980	
Obligations et billets	21 869	21 869		20 870	20 870	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	2 263	2 263		1 579	1 579	
Billets à moyen terme sur le marché américain	65	65		15	15	
Billets à moyen terme sur le marché européen	30	30		30	30	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	246	246		272	272	
Contrats d'échange de devises	14 955	14 955		10 056	10 056	
	<u>43 900</u> \$CAN	<u>43 900</u>	<u>7,01</u> %	<u>37 111</u> \$CAN	<u>37 111</u>	<u>7,85</u> %
EN DOLLAR AMÉRICAIN						
Billets de trésorerie				307	435	
Obligations et billets	8 861	13 373		8 162	11 563	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	20		13	19	
Billets à moyen terme sur le marché américain	1 008	1 522		926	1 312	
Billets à moyen terme sur le marché européen	1 311	1 980		1 311	1 858	
Contrats d'échange de devises	(5 465)	(8 248)		(2 708)	(3 834)	
	<u>5 728</u> \$US	<u>8 647</u>	<u>7,70</u> %	<u>8 011</u> \$US	<u>11 353</u>	<u>7,86</u> %
EN YEN JAPONAIS						
Obligations et billets	279 179	3 560		342 305	3 639	
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 391	43		3 390	36	
Billets à moyen terme sur le marché européen	419 420	5 347		471 531	5 012	
Contrats d'échange de devises	(190 533)	(2 429)		(331 584)	(3 509)	
	<u>511 457</u> ¥	<u>6 521</u>	<u>4,56</u> %	<u>485 642</u> ¥	<u>5 178</u>	<u>5,51</u> %
EN FRANC SUISSE						
Obligations et billets	714	730		916	852	
Contrats d'échange de devises	1 808	1 848		1 910	1 774	
	<u>2 522</u> FS	<u>2 578</u>	<u>2,16</u> %	<u>2 826</u> FS	<u>2 626</u>	<u>3,00</u> %
EN MARK ALLEMAND						
Obligations et billets	3 882	3 238		2 687	2 058	
Billets à moyen terme sur le marché européen	477	398		495	379	
Contrats d'échange de devises	(2 973)	(2 480)		(1 482)	(1 135)	
	<u>1 386</u> DM	<u>1 156</u>	<u>6,37</u> %	<u>1 700</u> DM	<u>1 302</u>	<u>5,07</u> %
MONTANTS À REPORTER		<u>62 802</u>			<u>57 570</u>	

N.B.: Les taux d'intérêt moyen pondéré pour 1998 ont été redressés pour tenir compte des contrats d'échange de taux d'intérêt.

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
MONTANTS REPORTÉS		62 802			57 570	
EN FRANC FRANÇAIS						
Obligations et billets	7 806	1 941		7 805	1 784	
Billets à moyen terme sur le marché européen	4 794	1 192		4 794	1 096	
Contrats d'échange de devises	(9 702)	(2 413)		(8 412)	(1 923)	
	2 898 FF	720	7,70 %	4 187 FF	957	7,00 %
EN LIVRE STERLING						
Obligations et billets	198	483		198	469	
	198 £	483	9,53 %	198 £	469	9,39 %
EN FLORIN NÉERLANDAIS						
Obligations et billets	350	259		351	238	
Contrats d'échange de devises	(350)	(259)		(351)	(238)	
	FL			FL		
EN DOLLAR AUSTRALIEN						
Obligations et billets	286	274		366	362	
Contrats d'échange de devises	(286)	(274)		(366)	(362)	
	\$A			\$A		
EN FRANC LUXEMBOURGEOIS						
Obligations et billets	2 048	83		2 055	76	
Contrats d'échange de devises	(2 048)	(83)		(2 055)	(76)	
	FLUX			FLUX		
EN COURONNE SUÉDOISE						
Obligations et billets	509	94				
Contrats d'échange de devises	(509)	(94)				
	SEK					
EN EURO						
Obligations et billets	51	83				
Billets à moyen terme sur le marché européen	22	36				
Contrats d'échange de devises	(190)	(309)				
	(117) €	(190)	-2,20 %			
EN PESETA ESPAGNOLE						
Obligations et billets	10 059	99		10 074	91	
Contrats d'échange de devises	(10 059)	(99)		(10 074)	(91)	
	PTA			PTA		
		63 815	6,69 %		58 996	7,36 %
Moins:						
Fonds d'amortissement		1 840			1 702	
		61 975			57 294	

N.B.: Les taux d'intérêt moyen pondéré pour 1998 ont été redressés pour tenir compte des contrats d'échange de taux d'intérêt.

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

FONDS D'AMORTISSEMENT
SOLDE DU FONDS
AU 31 MARS 1999

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Solde au début	1 712	1 452
Plus:		
Versement du Fonds consolidé du revenu	113	107
Revenu net	110	181
Gains sur contrats d'échange de taux d'intérêt	7	26
	<u>1 942</u>	<u>1 766</u>
Moins:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	90	54
Solde à la fin	<u>1 852</u> ⁽¹⁾	<u>1 712</u> ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Y compris un montant de 12 millions de dollars (10 millions de dollars en 1998) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement.

FONDS D'AMORTISSEMENT
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 1999

	<u>1999</u>	<u>1998</u> (note 14)
Placements		
Bons du trésor	83	223
Certificats de dépôt	141	244
Prêts sur titres		39
Obligations	1 645	1 142
Emprunts du gouvernement du Québec	29	26
	<u>1 898</u>	<u>1 674</u>
Autres éléments d'actifs		
Encaisse	9	1
Débiteurs et intérêts courus	39	43
Pertes reportées sur contrats à terme	6	4
	<u>54</u>	<u>48</u>
Passif		
Gain de change non réalisé	8	10
Sommes en dépôts - Prêts de titres	92	
	<u>100</u>	<u>10</u>
Solde du Fonds	<u>1 852</u> ⁽¹⁾	<u>1 712</u> ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Y compris un montant de 12 millions de dollars (10 millions de dollars en 1998) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du Gouvernement.

EMPRUNTS (suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

FONDS D'AMORTISSEMENT
PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS
AU 31 MARS 1999

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Provenance des fonds		
Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu, revenu net et revenu - Fonds d'amortissement des emprunts octroyés	<u>228</u>	<u>309</u>
	228	309
Augmentation des intérêts courus sur placements	15	
Augmentation (diminution) des pertes reportées sur contrats de change à terme	<u>2</u>	<u>(16)</u>
	245	293
Utilisation des fonds		
Achats d'obligations et de billets	147 ⁽¹⁾	258
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>90</u>	<u>54</u>
	237	312
Augmentation (diminution) du solde de banque	<u>8</u>	<u>(19)</u>
	245	293

⁽¹⁾ Tenant compte des valeurs échues ou vendues de 105 373 millions de dollars en 1999 (87 514 millions de dollars en 1998).

**EMPRUNTS POUR FINANCER LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,
DE L'ÉDUCATION ET LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT⁽¹⁾**
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
EN DOLLAR CANADIEN						
Bons du trésor	883	883		662	662	
Obligations et billets	3 973	3 973		3 256	3 256	
Billets à moyen terme sur le marché canadien	104	104		109	109	
Billets à moyen terme sur le marché américain	17	17		67	67	
Contrats d'échange de devises	750	750		602	602	
	<u>5 727</u> \$CAN	<u>5 727</u>	<u>6,89</u> %	<u>4 696</u> \$CAN	<u>4 696</u>	<u>6,34</u> %
EN DOLLAR AMÉRICAIN						
Billets de trésorerie				1	1	
Obligations et billets	3	4		3	4	
Billets à moyen terme sur le marché américain	255	385		273	386	
Billets à moyen terme sur le marché européen	79	119		70	99	
Contrats d'échange de devises	(337)	(508)		(261)	(370)	
	<u>86</u> \$US	<u>120</u>	<u>5,78</u> %	<u>86</u> \$US	<u>120</u>	<u>5,78</u> %
EN YEN JAPONAIS						
Obligations et billets	5 000	64		5 000	53	
Billets à moyen terme sur le marché européen	3 518	45		3 509	37	
Contrats d'échange de devises	(8 518)	(109)		(6 490)	(69)	
	<u>2 019</u> ¥	<u>21</u>	<u>2,25</u> %	<u>2 019</u> ¥	<u>21</u>	<u>2,25</u> %
		<u>5 727</u>	<u>6,89</u> %		<u>4 837</u>	<u>6,31</u> %
Moins:						
Fonds d'amortissement		12			10	
		<u>5 715</u>			<u>4 827</u>	

⁽¹⁾ Des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du Gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que ces emprunts.

EMPRUNTS POUR FINANCER DES TRAVAUX D'ORGANISMES MUNICIPAUX
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

Sommaire par monnaies et par catégories d'emprunts	1999			1998		
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Taux d'intérêt moyen pondéré %
EN DOLLAR CANADIEN						
Bons du trésor	114	114				
Obligations et billets	1 982	1 982		1 932	1 932	
Contrats d'échange de devises	1 186	1 186		1 244	1 244	
	<u>3 282</u> \$CAN	<u>3 282</u>	<u>8,93 %</u>	<u>3 176</u> \$CAN	<u>3 176</u>	<u>9,08 %</u>
EN DOLLAR AMÉRICAIN						
Obligations et billets	122	183		172	243	
Billets à moyen terme sur le marché américain	100	151		100	142	
Contrats d'échange de devises	(222)	(334)		(272)	(385)	
	<u></u> \$US	<u></u>	<u></u>	<u></u> \$US	<u></u>	<u></u>
EN YEN JAPONAIS						
Obligations et billets	12 000	153		12 000	128	
Contrats d'échange de devises	(12 000)	(153)		(12 000)	(128)	
	<u></u> ¥	<u></u>	<u></u>	<u></u> ¥	<u></u>	<u></u>
EN FRANC SUISSE						
Obligations et billets	125	128		125	116	
Contrats d'échange de devises	(125)	(128)		(125)	(116)	
	<u></u> FS	<u></u>	<u></u>	<u></u> FS	<u></u>	<u></u>
EN MARK ALLEMAND						
Obligations et billets	411	343		411	315	
Billets à moyen terme sur le marché européen	99	83		99	76	
Contrats d'échange de devises	(510)	(426)		(510)	(391)	
	<u></u> DM	<u></u>	<u></u>	<u></u> DM	<u></u>	<u></u>
EN FRANC LUXEMBOURGEOIS						
Obligations et billets	4 000	162		4 000	149	
Contrats d'échange de devises	(4 000)	(162)		(4 000)	(149)	
	<u></u> FLUX	<u></u>	<u></u>	<u></u> FLUX	<u></u>	<u></u>
		<u>3 282</u>	<u>8,93 %</u>		<u>3 176</u>	<u>9,08 %</u>

PLACEMENTS TEMPORAIRES**AU 31 MARS 1999**

(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u> (note 14)
Bons du trésor	532	1
Certificats de dépôts	493	30
Acceptations bancaires	1 276	32
Billets	601	
Autres	<u>28</u>	<u>7</u>
	<u><u>2 930</u></u>	<u><u>70</u></u>

Le rendement des placements temporaires varie de 4,83 % à 5,50 %. Ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'à l'an 2000.

DÉBITEURS
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
Débiteurs		
Impôt sur le revenu et les biens ⁽¹⁾	2 334	2 213
Taxes à la consommation ⁽¹⁾	1 483	1 208
Droits et permis ⁽¹⁾	116	142
Revenus divers	1 244	1 511
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement	613	411
Transferts du gouvernement du Canada	840	660
Comptes à fin déterminée:		
Ventes de biens et services	18	16
Transferts du gouvernement du Canada	64	104
Dépenses et autres	<u>453</u>	<u>301</u>
	7 165	6 566
Moins: Provision pour créances douteuses	1 079	911
Plus: Intérêts courus sur placements	<u>17</u>	<u>11</u>
	<u>6 103</u>	<u>5 666</u>

⁽¹⁾ Y compris pour les agents et mandataires, 671 millions de dollars pour l'impôt sur le revenu et les biens (596 millions de dollars en 1998), 1 032 millions de dollars pour les taxes à la consommation (860 millions de dollars en 1998), 94 millions de dollars pour les droits et permis (94 millions de dollars en 1998).

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

			1999	1998
	Prêts et avances	Valeur de consolidation	Participation dans les entreprises du Gouvernement	Participation dans les entreprises du Gouvernement (note 14)
Centre de recherche industrielle du Québec		25	25	13
Commission de la santé et de la sécurité du travail ⁽¹⁾		(1 201)	(1 201)	(1 832)
Corporation d'hébergement du Québec		336	336	300
Fonds de financement		10	10	13
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier ⁽²⁾		3	3	3
Hydro-Québec ⁽¹⁾	7	13 619	13 626	13 151
Loto-Québec		94	94	90
Régie de l'assurance-dépôts du Québec ⁽²⁾		162	162	139
Société de développement de la Baie James ⁽¹⁾		3	3	3
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽¹⁾		441	441	402
Société des alcools du Québec		46	46	45
Société des établissements de plein air du Québec	15	23	38	33
Société d'habitation du Québec ⁽²⁾		14	14	13
Société générale de financement du Québec ⁽¹⁾	14	1 251	1 265	1 163 ⁽³⁾
Société Innovatech du Grand Montréal		199	199	156
Société Innovatech du Sud du Québec		13	13	9
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches		42	42	35
Total	36	15 080	15 116	13 736

⁽¹⁾ La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1998, ajustée des résultats intermédiaires non vérifiés au 31 mars 1999.

⁽²⁾ La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1998.

⁽³⁾ Incluant les participations dans la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) et la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP).

ÉCHÉANCIER DES PRÊTS ET AVANCES

Les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement de 36 millions de dollars viennent à échéance en 1999-2000, à l'exception d'un montant de 7 millions de dollars dont l'échéance est indéterminée.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

	1999						1998
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net	Avoir net
Centre de recherche industrielle du Québec	29	37	(8)	18	43	25	13
Commission de la santé et de la sécu- rité du travail ⁽¹⁾	2 407	1 763	644	8 176	6 999	(1 177)	(1 821)
Corporation d'héber- gement du Québec	234	233	1	4 189	4 525	336	300
Fonds de finance- ment	228	224	4	3 343	3 353	10	13
Fonds d'indemnisa- tion du courtage immobilier ⁽¹⁾					3	3	3
Hydro-Québec ⁽²⁾	9 089	8 329	760	44 044	57 831	13 787 ⁽³⁾	13 306
Loto-Québec	3 130	1 928	1 202	463	557	94	90
Régie de l'assurance- dépôts du Québec ⁽¹⁾	24	1	23	1	163	162	139
Société de dévelop- pement de la Baie- James ⁽²⁾	21	21		6	9	3	3
Société de l'assurance automobile du Québec ⁽²⁾	1 205	1 166	39	5 099	5 540	441	402
Société des alcools du Québec	1 256	848	408	264	310	46	45
Société des établisse- ments de plein air du Québec	44	37	7	56	53	(3) ⁽⁴⁾	(10)
Société d'habitation du Québec ⁽¹⁾	235	234	1	2 473	2 487	14	13
Société générale de financement du Québec ⁽²⁾	866	791	75	513	1 764	1 251 ⁽⁵⁾	1 149 ⁽⁵⁾
Société Innovatech du Sud du Québec	1	1			13	13	5
Montants à reporter	18 769	15 613	3 156	68 645	83 650	15 005	13 650

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT(suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

					1999		1998
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net	Avoir net
Montants reportés	18 769	15 613	3 156	68 645	83 650	15 005	13 650
Société Innovatech du Grand Montréal	21	17	4	1	200	199	94
Société Innovatech Québec et Chaudière- Appalaches	2	5	(3)	1	43	42	15
TOTAL	18 792	15 635	3 157	68 647	83 893	15 246	13 759

- (1) Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1998. L'actif net de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), incluant les cotisations perçues des employeurs, ne peut être utilisé à d'autres fins que celles prévues dans les lois dont l'administration lui est confiée.
- (2) Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1998, ajustés des résultats intermédiaires non vérifiés au 31 mars 1999.
- (3) Excluant 149 millions de dollars représentant les frais de garantie d'emprunt de l'année civile 1999 comptabilisés comme revenus du Gouvernement au cours de l'année financière 1998-1999 et 19 millions de dollars représentant un gain non matérialisé lors d'opérations entre apparentés.
- (4) Incluant 9 millions de dollars pour la perte inscrite en réduction des actifs relatifs aux activités abandonnées en 1994 et excluant une augmentation de 30 millions de dollars du placement correspondant à la reconnaissance, par le Gouvernement, d'un compte créditeur pour le remboursement de l'avance consentie par le ministre responsable des Régions ainsi que du remboursement du passif relatif aux activités abandonnées.
- (5) Incluant les participations dans la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA) et la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP).

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)

AU 31 MARS 1999

ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission de la santé et de la sécurité du travail

En 1995, la Commission a signé une entente cadre avec le consortium Banque nationale, Desjardins et Bell Canada en vue de l'acquisition de produits et services de commerce électronique. Cette entente permettra, d'une part, à la Commission d'améliorer son service à la clientèle et représente, d'autre part, un impact économique et technologique favorable au développement de l'expertise québécoise en matière de commerce électronique en plus de contribuer au développement de produits de langue française exportables à moyen terme au sein de la francophonie mondiale.

À l'égard de cette entente et des contrats spécifiques ou particuliers qui en découleront, la Commission a autorisé un engagement financier de 50 millions de dollars réparti sur une période de sept ans et demi. Au 31 décembre 1997, ce montant a été affecté, à même le surplus des opérations de l'exercice courant de 1997 et selon un mécanisme d'amortissement sans intérêt, au financement des dépenses à encourir au cours des prochains exercices financiers pour l'exploitation de produits et services de commerce électronique.

Au cours de 1998, un contrat spécifique a été signé pour un montant de 39 millions de dollars s'échelonnant jusqu'en 2003 pour l'implantation de produits et services de commerce électronique développés antérieurement. Le solde de l'engagement relatif à ce contrat s'établit, au 31 décembre 1998, à 34 millions de dollars.

Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit un investissement en immobilisations de 2 127 millions de dollars pour 1999.

Loto-Québec

Le Gouvernement a autorisé Loto-Québec, par l'entremise d'une de ses filiales, à remplacer ses terminaux de jeux de loteries pour un montant n'excédant pas 78 millions de dollars, dont 17 millions de dollars (8 millions de dollars en 1998) étaient comptabilisés au 31 mars 1999. À cette date, les engagements contractuels relatifs à ce projet totalisent 59 millions de dollars (66 millions de dollars en 1998).

ÉVENTUALITÉS DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission de la santé et de la sécurité du travail

La Cour suprême du Canada a décidé, dans son jugement du 26 mai 1988, que la Loi sur la santé et la sécurité du travail ne s'applique pas aux entreprises de compétence fédérale. Comme suite à ce jugement, la Commission a remboursé aux employeurs concernés les cotisations indûment perçues, y compris un intérêt annuel de 5 %.

Toutefois, des actions ont été intentées en Cour supérieure du Québec par plusieurs entreprises de transport extra-provinciales qui se considèrent de compétence fédérale. Elles réclament le remboursement intégral des cotisations qu'elles ont versées à la Commission pour les années 1981 à 1988 inclusivement et non pas seulement la partie de la cotisation s'appliquant à la Loi sur la santé et la sécurité du travail. Ces entreprises demandent en outre que les sommes qui leur seraient éventuellement remboursées portent intérêt au taux fixé suivant l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu au lieu du taux de 5 % établi par la Commission. Ces actions totalisent environ 46 millions de dollars sans compter les intérêts.

À l'égard de cette éventualité, la Commission n'est pas en mesure d'estimer le montant pouvant en résulter et tout paiement par la Commission, le cas échéant, sera comptabilisé aux opérations de l'exercice au cours duquel il sera affecté.

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT (suite)
AU 31 MARS 1999

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR AU 31 MARS 1999

Restructuration administrative et financière

Le 16 juin 1999, la Loi sur Financement-Québec (L.Q., 1999, c.11) et le 19 juin 1999, la Loi sur la Corporation d'hébergement du Québec (L.Q., 1999, c.34) ainsi que la Loi sur Immobilière – SHQ (L.Q., 1999, c.16) ont été sanctionnées par l'Assemblée nationale.

Ces lois donnent suite à la réforme de la comptabilité gouvernementale annoncée dans le Discours sur le budget du 31 mars 1998 et instituent les sociétés Financement-Québec, Corporation d'hébergement du Québec et Immobilière-SHQ, lesquelles sont reconnues à titre d'entreprises du Gouvernement.

La Loi sur Financement-Québec et la Loi sur Immobilière-SHQ sont entrées respectivement en vigueur le 1^{er} octobre 1999 et le 15 décembre 1999. Quant à la Loi sur la Corporation d'hébergement du Québec, son entrée en vigueur s'échelonna du 1^{er} décembre 1999 au 1^{er} avril 2000.

PLACEMENTS À LONG TERME
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

PLACEMENTS DU GOUVERNEMENT

	1999				1998
	Actions et mise de fonds	Obligations et billets	Prêts et avances	Total	Total
Municipalités et organismes municipaux					
Municipalités			20	20	22
Organismes municipaux			4	4	5
			24	24	27
Particuliers, entreprises et autres					
Étudiants			460	460	404
Entreprises	175		1 010	1 185	1 263
Régime de rentes de survivants			317	317	292
Autres		65	283	348	294
	175	65	2 070	2 310	2 253
Provision pour créances douteuses			581	581	549
	175	65	1 489	1 729	1 704
	175	65	1 513	1 753	1 731

Note: Les prêts et avances aux municipalités et aux organismes municipaux portent intérêt à des taux variant de 6,3 % à 10,0 %.

Les prêts et avances aux étudiants portent intérêt à des taux variant de 6,25 % à 14,9 %.

Les prêts aux entreprises portent généralement intérêt au taux préférentiel des banques majoré de 1,5 %.

Le prêt sur le Régime de rentes de survivants porte intérêt à un taux de 8,26 % tandis que tous les autres prêts portent intérêt à des taux variant de 2,5 % à 11,0 %.

ÉCHÉANCIER DES PLACEMENTS

	1999
2000	368
2001	246
2002	143
2003	97
2004	116
	970
2005-2009	379
2010-2014	27
2015-2019	123
2020-2024	
2025 et plus	1
	1 500
Échéance indéterminée	243
	1 743 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Excluant un montant de 10 millions de dollars représentant des placements en actions.

AUTRES COMPTES
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

	<u>1999</u>	<u>1998</u> (note 2)
Frais reportés	260	80
Pertes (gains) de change non réalisés	<u>1 838</u>	<u>(150)</u>
	<u><u>2 098</u></u>	<u><u>(70)</u></u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

AU 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
TRANSFERTS		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	6 289	6 250
Établissements de santé et de services sociaux	3 640	3 392
Municipalités et organismes municipaux	2 856	2 750
Autres bénéficiaires	249	227
	<u>13 034</u>	<u>12 619</u>
Pour autres dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 066	1 631
Établissements de santé et de services sociaux	1 583	1 530
Municipalités et organismes municipaux	1 138	1 266
Autres bénéficiaires	355	176
	<u>5 142</u>	<u>4 603</u>
	18 176	17 222
AUTRES	<u>45</u>	<u>45</u>
	<u>18 221 *</u>	<u>17 267 *</u>

* Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

AU 31 MARS 1999

(en millions de dollars)

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE TRANSFERTS POUR
LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL**

<u>Échéance</u>	<u>Commis- sions scolaires</u>	<u>Collèges d'enseigne- ment général et profes- sionnel</u>	<u>Universités</u>	<u>Établis- sements de santé et de services sociaux</u>	<u>Municipa- lités et organismes municipaux</u>	<u>Autres bénéficiaires</u>	<u>Total</u>
2000	791	151	285	568	284	34	2 113
2001	392	204	329	434	340	29	1 728
2002	646	164	216	371	258	83	1 738
2003	556	142	299	612	255	33	1 897
2004	251	116	101	637	258	34	1 397
	2 636	777	1 230	2 622	1 395	213	8 873
2005-2009	664	282	433	729	727	31	2 866
2010-2014	164	43	9	205	284	5	710
2015-2019	28	9	3	41	240		321
2020-2024	2	4	1	16	104		127
2025-2029		3		18	68		89
2030-2034		1		9	33		43
2035-2039					5		5
	<u>3 494</u>	<u>1 119</u>	<u>1 676</u>	<u>3 640</u>	<u>2 856</u>	<u>249</u>	<u>13 034</u>

Note: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de l'arrêté des comptes. Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

	<u>1999</u>	<u>1998</u>
GARANTIES D'EMPRUNTS		(redressé)
Entreprises et organismes du Gouvernement		
Hydro-Québec	39 128	38 598
Investissement-Québec	663	593
Société d'habitation du Québec	242	282
Autres	57	61
	<u>40 090</u> ⁽¹⁻²⁾	<u>39 534</u> ⁽¹⁻²⁾
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	3 256	3 219
Prêts aux pêcheurs	42	48
Prêts aux travailleurs	28	34
Prêts aux producteurs agricoles	3 096	2 837
Prêts aux industries	58	66
	<u>6 480</u>	<u>6 204</u>
Total des garanties d'emprunts	46 570	45 738
Moins:		
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	<u>883</u>	<u>791</u>
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	<u>45 687</u>	<u>44 947</u>

⁽¹⁾ Les garanties d'emprunts en monnaies étrangères sont indiquées en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

⁽²⁾ Principal des emprunts.

**SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE NATURE FIDUCIAIRE EXERCÉES
PAR DES ORGANISMES ET FONDS DU GOUVERNEMENT
AU 31 MARS 1999
(en millions de dollars)**

	1999			1998	
	Passif	Actif	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net (redressé)
Caisse de dépôt et placement du Québec ⁽¹⁾	14 759	83 327	4 957	68 568	63 611
Comité centraide - secteur public ⁽³⁾	6	6			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances:					
RREGOP	N/D	N/D	N/D	N/D	55 097 ⁽⁴⁾
RRE et RRCE	N/D	N/D	N/D	N/D	14 523 ⁽⁴⁾
RRF	N/D	N/D	N/D	N/D	5 487 ⁽⁴⁾
RRMSQ	N/D	N/D	N/D	N/D	2 150 ⁽⁴⁾
RRMAN	N/D	N/D	N/D	N/D	288 ⁽⁴⁾
RRAPSC	N/D	N/D	N/D	N/D	494 ⁽⁴⁾
RREFQ	N/D	N/D	N/D	N/D	103 ⁽⁴⁾
Régimes de prestations supplémentaires	N/D	N/D	N/D	N/D	53 ⁽⁴⁾
Commission de la construction du Québec ⁽¹⁾					
Fonds général d'administration	14	17	1	3	2
Régime supplémentaire de rentes - compte général	35	3 123	50	3 088	3 038
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	1	2 683	354	2 682	2 328
Autres	221	1 271	148	1 050	902
Curateur public (Le) ⁽¹⁾	59	235	(12)	176	188
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec ⁽²⁾		3		3	3
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées ⁽¹⁾		2		2	2
Fonds d'assurance-récolte et Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles ⁽²⁾	288	172	(182)	(116)	66
Fonds de contrat à terme ⁽²⁾	7	7	2		(2)
Fonds des cautionnements des agents de voyages ⁽²⁾	8	5		(3)	(3)
Fonds des pensions alimentaires ⁽²⁾	219	219			
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes ⁽²⁾		21	1	21	20
Fonds d'indemnisation en assurance de dommages		1	1	1	
Fonds en fidéicommis ⁽²⁾	425	425			
Fonds national de formation de la main-d'œuvre	2	45	24	43	19
Hydro-Québec - Caisse de retraite ⁽¹⁾	7	8 258	433	8 251	7 818
Régie des rentes du Québec ⁽²⁾					
Fonds du régime de rentes du Québec	119	16 273	(461)	16 154	16 615
Autres	12	14	1	2	1
	<u>16 182</u>	<u>116 107</u>	<u>5 317</u>	<u>99 925</u>	<u>172 803</u>
Moins: Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		22 895	(229)	22 895	23 124
	<u>16 182</u>	<u>93 212</u>	<u>5 546</u>	<u>77 030</u>	<u>149 679</u>

N/D = Données financières non disponibles à la date de production des états financiers consolidés.

⁽¹⁾ États financiers au 31 décembre 1998.

⁽³⁾ États financiers au 31 janvier 1999.

⁽²⁾ États financiers au 31 mars 1999

⁽⁴⁾ États financiers au 31 décembre 1997.

Note: Le Fonds d'indemnisation en assurance de personnes n'apparaît pas, car son montant est inférieur à 1 million de dollars.

Ministère des Finances



QMDF A 017605